
« Pourquoi la géographie? »

Jacques Lévy

Cahiers de géographie du Québec, vol. 39, n° 108, 1995, p. 517-526.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/022528ar>

DOI: 10.7202/022528ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Pourquoi la géographie?

Jacques Lévy*

20, avenue Ledru-Rollin
F-75012 Paris
France

J'ai écrit un jour que j'avais commencé à aimer la géographie durant une maladie d'enfant longue et bénigne qui me donna l'occasion de feuilleter *ad nauseam* des atlas et de vieux manuels¹. Il est vrai que j'ai conservé de cette époque cette propension à me plonger dans les cartes, en une attitude intermédiaire entre la lecture et la rêverie, entre le décryptage attentif de signes et la contemplation gratuite de formes et de couleurs.

Cela ne prouve pourtant pas grand-chose. Ce n'est pas cela qui m'eût empêché de faire mille autres choses de ma vie professionnelle. Un peu avant, j'ai voulu être receveur d'autobus (ce magicien qui tirait sur la sonnette de la plateforme et qui manipulait, attachée à la ceinture, cette fascinante petite machine); un peu après, pilote d'avion, chirurgien, ingénieur de génie civil... Plus sérieusement encore, j'ai été assez tôt (et je suis toujours) attiré par le cinéma et c'est seulement la crainte «petite-bourgeoise» d'une *vie d'artiste* qui m'a fait renoncer au métier de réalisateur. À la fin de ma période lycéenne, sous l'influence d'un professeur qui avait réussi, presque d'un seul mouvement, à me faire apprendre par cœur les 4 grands types de volcans et les 12 membres du («Grand») Comité de salut public, j'avais fait un choix clair : je serais professeur d'histoire-géographie. Oui, professeur d'histoire et de géographie dans l'enseignement secondaire, et nullement *chercheur en géographie* — expression dont la signification pratique m'échappait alors.

UN PARCOURS INTUITIF

C'est pour devenir professeur au secondaire que je m'inscrivis en classes préparatoires aux concours des Écoles normales supérieures. Jean-Pierre Azéma, que je retrouvais après l'avoir, par hasard, suivi de «Lakanal» à «Henri-IV»² (un nouveau hasard m'a fait le rejoindre à Sciences-Po³), conseillait à ceux qui optaient pour l'histoire et la géographie de décider, au moins dans leur for intérieur, s'ils se sentaient historiens ou géographes, car les deux disciplines ne répondaient pas, disait-il, au même état d'esprit. Je choisis la géographie, mais plutôt par une certaine méfiance à l'endroit de l'histoire, qui semblait ne pas entrer aussi bien que je me l'étais imaginé dans les frustes modèles jacobino-bolchéviques qui étaient les

* Jacques Lévy est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'Université de Reims. Il est coordinateur de la rédaction de la revue *EspacesTemps*.

miens à cette époque. J'avais toutefois longuement hésité. La géographie avait, c'est vrai, l'énorme avantage de s'occuper franchement du présent et de garantir une communication évidente entre connaissance scientifique et enjeux politiques, ce qui m'importait beaucoup. Mais, avant d'arriver à ce paradis, il fallait traverser le purgatoire de l'explication de carte et l'enfer de la coupe géologique.

L'hésitation se maintint donc dans les années d'études supérieures, mais, au manque d'intérêt pour certains rituels de la géographie universitaire, un doute s'ajoutait désormais qui minait peu à peu la certitude que la géographie était le bon choix. Avec mon ami Christian Grataloup, rencontré lors des épreuves orales du concours d'entrée à l'École normale supérieure de Cachan, nous passâmes l'année de la licence et celle de l'agrégation⁴ à nous demander si nous ne nous étions pas fourvoyés. Nous n'étions ni l'un ni l'autre spécialement formés en épistémologie ou dans les autres sciences sociales et nous n'avions, à ce moment-là, même pas connaissance de l'existence de courants critiques en géographie. Par ailleurs, nos choix politiques étaient opposés, ce qui n'aurait sans doute guère d'importance pour moi aujourd'hui, mais aurait pu en avoir à cette époque. La découverte qu'un gaulliste et un communiste (nous nous sommes depuis l'un et l'autre fort éloignés de ces convictions de jeunesse et nous trouvons actuellement très proches, y compris en politique) pouvaient porter le même jugement sur une science sociale dont les enjeux politiques ne faisaient pas de doute revêtit pour moi une grande valeur. Ce fut une première vérification heureuse de la force de l'autonomie théorique. Je me suis alors promis que cette précieuse expérience m'accompagnerait désormais, notamment au sein de l'équipe, pluraliste à plus d'un titre, de la revue *EspacesTemps*.

Ce que nous éprouvions de manière convergente, c'est qu'il y avait quelque chose de fragile, de *bancal* même dans l'édifice intellectuel de la géographie et plus encore dans la façade qu'elle tentait de présenter aux novices que nous étions. Nous discernions quelques voix innovantes qui, néanmoins, apparaissaient seulement discordantes face à l'unanimité ambiante, plutôt que porteuses d'un projet clair et articulé. Sans être d'abord capables de formuler des critiques claires, encore moins de proposer des alternatives, nous étions gagnés par une sensation croissante de malaise.

À la fin de la licence, en 1973, je voulais croire encore, non sans une certaine gêne, à la thèse officielle de la «géographie unitaire», «science-carrefour» et «science de synthèse». Six mois plus tard, cependant, le pas était franchi. Après de fiévreuses discussions au sein d'un petit groupe qui comprenait Christian Grataloup et Marie-Françoise Durand, rencontrée pendant la préparation de l'agrégation, je décidai d'écrire quelque chose. Ce fut fait en septembre 1974, et publié dans le premier numéro d'*EspacesTemps*, dont l'existence fut pour partie le produit de ce même et soudain engagement.

Il ne semble pas faux de dire que je suis un géographe intuitif. Cela s'est vérifié dans tous les choix professionnels importants que j'ai été amené à effectuer entre 1970 et 1975. Je n'ai poursuivi ni un plan de carrière, ni un projet intellectuel préétabli. Des décisions aux conséquences durables ont été prises sous le coup

d'impressions partiellement analysées, dans des attitudes souvent réactives, sans chercher à évaluer, ne serait-ce que de manière approximative, les effets à espérer ou les conséquences à redouter. Ce n'était pas la balance coût/avantage, dans une quelconque unité de mesure, qui me guidait, seulement l'envie de dire quelque chose, la conviction, qui m'apparaît bien présomptueuse aujourd'hui, que ce que j'avais à dire était trop important pour que je pusse le garder pour moi.

Ce n'est qu'*a posteriori* que j'ai – que nous avons, car cette aventure était alors presque exclusivement collective – dû produire devant nous-mêmes un discours capable de justifier des actes déjà accomplis. Il le fallait bien. Un obscur bulletin (le numéro 1 d'*EspacesTemps*) recensé dès sa sortie dans *Le Monde* par un géographe connu; une présence dès l'année suivante à Genève, au premier colloque *Géopoint*, où l'on nous demandait de dire qui nous étions et de nous situer par rapport aux mille pensées inconnues qui nous environnaient; des rumeurs de procès, des menaces de censure pour un article un peu acide que j'avais écrit sur le *Dictionnaire de la géographie* dirigé par Pierre George, et la nécessité inéluctable de se défendre, de se justifier : assumer, c'était forcément agir, c'est-à-dire parler.

Même si je n'avais pas su le contenu de mon discours, je connaissais du moins la méthode pour le prononcer, par oral ou par écrit. Dans la confrontation parfois bavarde, souvent musclée entre groupes politiques aux environs de Mai 1968, j'avais eu l'occasion de défendre, y compris sous les quolibets et les huées, des points de vue minoritaires. Développer devant une assistance indifférente sinon hostile des propos nébuleux ou tranchants, je *savais faire*, de toute façon. Mais, ce fut ma surprise, je sus aussi *quoi dire*.

JE ME SOUVIENS

Si nous cherchons à comprendre d'où nous venons, comment sont nées les idées, les attitudes, les manières de penser et de travailler qui font le géographe (ou n'importe quel autre «spécialiste») que nous sommes, une première enquête peut consister à repérer les influences en répertoriant les rencontres. En tentant de la faire sur moi-même⁵, j'ai découvert que les géographes occupaient une place relative décroissante, au cours du temps, dans un ensemble globalement en expansion. De la liste des «hommes remarquables» que j'ai croisés, il ressort aussi que je n'ai pas eu de «bon maître», comme on le disait encore naguère. Même lorsque les géographes représentaient l'essentiel de mes fréquentations professionnelles, il s'agissait davantage de partenaires d'une communication *horizontale* que de «professeurs» dont j'aurais été le disciple, d'où la difficulté à trouver une filiation claire. Si nous sortons maintenant du cadre apparent de la vie professionnelle, les objets les plus faciles à produire sont les souvenirs – souvenirs d'expériences, de perceptions, de jugements. On peut en espérer qu'ils fournissent quelques pierres angulaires et quelques lignes de forces propres à éclairer les grandes inflexions repérées plus haut. En fait, ils n'offrent, on le verra, que des informations «stylistiques». Ils ne disent pas pourquoi je fais ce que je fais, mais comment, avec quels dégoûts et avec quels appétits.

LES LIVRES COMME VOYAGE, LES LIEUX COMME LECTURE

Dans le parcours que je tente de reconstruire, le rapport cognitif au monde a privilégié, au delà des rencontres directes, une manière de *lire* et une manière de *regarder*.

Je ne suis pas ce qu'on appelle un «grand lecteur», notamment de fiction. Un petit nombre d'écrivains (Carroll, Kafka, Valéry, Borges, Perec, Calvino, Eco, Char, Shakespeare, Gide, Brecht, Beckett, Vailland, une partie des classiques français des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles et... Hergé) peuplent mon univers littéraire.

On peut même se demander si ce n'est pas parfois par paresse de lire que je préfère la posture de l'*inventeur* (ou prétendu inventeur) à celle de l'érudit. Je suis néanmoins devenu un lecteur-chercheur, qui, la plupart du temps, conçoit la découverte d'un texte écrit comme un travail plutôt que comme un plaisir et qui cherche à s'approprier le maximum d'idées et d'informations dans le minimum de temps. Mais il y a eu une période de ma vie, entre juillet 1974 (les résultats de l'agrégation) et septembre 1976 (le début du stage en lycée en tant que professeur agrégé), où j'ai lu des livres documentaires, essentiellement de philosophie, sans autre objectif que de me cultiver. Je pressentais, avec d'autres, que le mauvais état de la géographie, qui était alors ma préoccupation intellectuelle dominante, provenait pour une bonne part de son incapacité à se penser elle-même à l'aide de modèles, de critères et d'instruments de mesure forcément venus de l'extérieur. Et j'étais frappé, moi qui n'avais suivi des cours de philosophie que pendant trois ans (Terminale, Hypokhâgne et Khâgne⁶) et sans que je fusse d'entrée particulièrement passionné par cette matière, de la grave inculture, jointe à un d'autant plus étrange complexe de supériorité, du milieu géographique face aux textes et aux débats philosophiques. La petite habitude que j'avais acquise en tant que militant communiste de lire les «classiques du marxisme», qui étaient des livres écrits dans une langue d'un autre siècle et d'une grande abstraction, m'aida non seulement à explorer l'épistémologie de culture marxiste (Althusser, Sève, Raymond, Politzer, Fichant/Pêcheux), mais aussi à aborder des auteurs utilisant d'autres paradigmes, que je découvrais ou redécouvrais (Descartes, Bachelard, Canguilhem, Koyré, Granger, Freund, plus tard Prigogine/Stengers, Thom, Morin, Lévinas, plus tard encore – lecture ou relecture – Kant, Hegel, Rousseau). J'ai ainsi pu, pendant deux années pleines, effectuer une première accumulation d'un capital, non tant de connaissances que de familiarité avec un type de discours, avec une forme de rigueur.

Il fut bien plus aisé ensuite d'accéder aux auteurs des sciences sociales, économistes, sociologues, historiens, politistes, anthropologues, linguistes. Parmi eux, les travaux qui s'intéressaient à l'espace me trouvaient particulièrement attentif et bienveillant. J'avoue que je les ai souvent jugés plus novateurs que bien des livres de géographie, et c'est ce qui a toujours suscité mes réticences lorsque l'on m'enjoignait d'affirmer mon appartenance à la communauté transhistorique des géographes. Sans parler des chroniqueurs grecs ou arabes auxquels on renouvelait avec enthousiasme mais sans conséquence leur carte professionnelle, il y avait les fondateurs effectifs de la discipline universitaire, dont les fantômes

hantaient encore les salles de cours, et c'étaient bien eux qui, à l'inverse et à l'encontre de leurs contemporains sociologues, avaient tenu à faire de la géographie une matière scolaire, farcie d'idéologie nationale et de nomenclature. C'étaient eux qui avaient engagé la géographie dans l'impasse dont nous découvrons le fond muré. Avec Paul Vidal de la Blache, Emmanuel de Martonne, Jules Sion et leurs continuateurs les plus fidèles, je me sentais souvent étranger, parfois adversaire, rarement complice. Au-delà des critiques théoriques et épistémologiques, il y avait une dimension esthétique à mon rejet : je trouvais à leurs œuvres un style «certificat d'études» quasi insoutenable, ni vraiment littéraire – du moins pas du genre de littérature qui m'intéressait –, ni vraiment rigoureux. On y sentait une attitude d'esprit appliquée, étriquée et close : *provinciale*. Chez nombre de géographes contemporains, j'avais le sentiment d'une continuité avec ces «maîtres», dans l'écriture et, plus globalement, dans une suffisance qui cachait mal une mauvaise insertion dans les réseaux actifs de la connaissance. Inversement, lorsque je lisais les textes fondateurs des autres sciences sociales en économie, en sociologie, en science politique ou les travaux de non-géographes sur l'espace tels que ceux de Henri Lefebvre, de Fernand Braudel ou d'autres moins connus, je savais, quoi qu'on pût penser de leurs idées, qu'ils assumaient leur insertion dans quelque chose de plus grand que leur terrain ou même leur discipline. La réalité des sciences sociales, comme corpus ouvert et imbriqué, on la sentait vivre dans chacun des articles de ces auteurs. Là se fabriquaient les idées, là passait le souffle des grands débats.

L'autre spécificité porte sur les voyages. L'habitude de voyager à l'étranger à l'occasion des vacances remonte pour moi à 1960. Depuis l'âge de huit ans jusqu'au moment, en 1969, où j'ai commencé à partir sans eux, j'ai parcouru l'Europe en automobile avec mes parents. Cette expérience est, pour les personnes de ma génération, relativement rare à la fois par les pays visités (non seulement l'Italie et l'Espagne, mais aussi la Yougoslavie, la Suède et la Norvège), mais surtout par le style de ces voyages. Il n'était pas question de fréquenter des lieux où l'on retrouverait des Français; avec des moyens financiers modestes, ce qui impliquait le camping ou le logement chez l'habitant, mes parents tenaient beaucoup à une certaine «observation participante» que nous résumions par la formule «vivre comme les gens du pays» : manger comme eux, avoir les mêmes horaires qu'eux, se promener avec eux et même, si possible, parler comme eux pour parler avec eux. En Espagne, c'était d'autant plus évident que ma mère, professeur d'espagnol, se considérait là-bas comme en stage de formation continue. Dans les autres pays, l'effort linguistique minimal (qui permit au moins de faire ses courses dans la langue locale) était présenté par mes parents comme une sorte de contrepartie logique de l'hospitalité que les habitants du pays manifestaient en nous recevant. Cette idée est heureusement un peu plus répandue aujourd'hui en France qu'elle ne l'était à l'époque, où l'on considérait souvent (mais cela a-t-il vraiment disparu?) comme ridicule de parler une langue étrangère. Si aujourd'hui je parviens à baragouiner, parfois même à m'exprimer, dans plusieurs langues, c'est d'abord à cette première expérience que je le dois.

Mais j'étais avant tout fasciné par la découverte de nouveaux lieux. Le train exprimait – et exprime toujours – pour moi le moyen de transport «spatial»

par excellence, puisque, plus vite qu'en voiture et avec plus de continuité qu'en avion, l'on suivait la progression du parcours et l'on réalisait une appropriation visuelle du territoire linéaire de l'itinéraire. Ce qui dépassait tout – et là le passage par la route retrouvait tout son intérêt –, c'était le franchissement d'une frontière : cette rupture topologique presque toujours brutalement visible dans les panneaux de circulation, l'aspect des routes, le style des champs et, concentré extraordinaire, l'ambiance urbaine, exerçait sur moi une magie sans égale. Je me souviens fort bien de mon arrivée en Slovaquie, venant d'Autriche en 1964. Quittant les pâturages ripolinés, je me trouvais soudain projeté dans un paysage récemment découvert dans *Objectif Lune* ou dans *L'affaire Tournesol* : la Syldavie, la Bordurie.

J'ai donc continué à voyager par la suite, en Europe et en URSS d'abord, puis à partir de 1971 en Amérique latine, de 1978 en Asie et de 1980 en Amérique du Nord. De cette série, je garde deux impressions fortes.

Comme les livres de 1974-1976, les voyages m'ont aidé à me *désenclaver*. Vis-à-vis du *provincialisme* français, qui tendait toujours à placer la France au centre, j'ai rapidement compris, le comportement de mes compatriotes à l'étranger constituant en ce sens une épreuve radicale, que cette condescendance provenait d'une ignorance du monde extérieur. Par rapport à mes propres idées, ce fut plus difficile. Il est courant de ne voir dans un lieu que ce que l'on a décidé d'y rencontrer. Je n'ai pas, dans un premier temps au moins, échappé à la règle et suis revenu enthousiasmé de mon premier séjour en URSS. Ce qui aide à l'ouverture d'esprit, néanmoins, c'est la confrontation entre stéréotypes contradictoires. On ne peut pas être porteur de toutes les idées fausses à la fois. Au Brésil, par exemple, rien n'est plus formateur que le contact simultané avec un autre voyageur qui vous déroule son discours d'agence de voyages et la réalité, souvent sordide, d'un pays, tropical certes, chaleureux sans aucun doute, mais aussi fragile, violent, distordu par les inégalités. Cela rend un peu plus modeste, un peu plus vigilant vis-à-vis des ruses de la vision. L'empirisme typique de la géographie traditionnelle consistait à croire que, par le seul pouvoir du regard, on était capable de pénétrer les traits essentiels d'une société. C'est dans les voyages que la critique, d'abord livresque, de ce mythe s'est trouvée validée et confortée.

L'autre effet concerne l'idée d'une *solidarité obligatoire* avec le reste du monde. Le monde existe, il est divers, nous en sommes collectivement responsables, nous devons donc le connaître. J'ai toujours été surpris de constater que des chercheurs qui produisaient d'une manière ou d'une autre des généralités sur le monde cultivaient le rêve de se retirer sur leur arpent de vigne ou dans leur cabanon. C'était particulièrement net parmi les géographes, compte tenu de leur plus fréquente ruralité d'origine. Parmi eux, bien sûr, certains avaient l'occasion de voyager dans le cadre de leur travail, pour participer à des colloques ou se rendre sur leur terrain de recherches. Mais face aux autres, je restais étonné qu'ils ne ressentissent pas cette sorte d'*obligation éthique*, d'ailleurs plaisante à honorer, consistant à s'appropriier par la connaissance un monde dont nous étions les citoyens.

COSMOPOLIS

Au delà des voyages et des lectures, le monde – c'est-à-dire le monde extérieur, mais pris dans sa totalité – a été présent de diverses et fortes façons dans ma vie, dès le début. Il y a d'abord le cosmopolitisme des origines, attestées (Istanbul, Plovdiv et, plus exotique encore, Clermont-Ferrand) ou reconstruites (l'Espagne d'avant 1492...). Petit-fils d'immigrés, je n'ai pourtant jamais eu, me semble-t-il, de problèmes d'identité comme on peut en rencontrer en pareil cas. C'est que, préparé par l'insertion économique et linguistique de leurs parents, mon père et ma mère avaient réalisé avant ma naissance un intense travail de production identitaire consistant à déplacer l'appartenance communautaire vers des entités à vocation universaliste : la nation française comme processus inachevé d'accomplissement de l'idéal de 1789-1793 et le Parti communiste comme instrument d'une libération générale de l'homme.

Les communautés imposées, notamment celle ethnico-religieuse que leurs parents leur proposaient comme référence fondatrice, ou encore l'idéal patrimonial qui pouvait déboucher sur une hypostase métaphysique de la famille ou de la position économique, ils les avaient fermement rejetées dès leur adolescence. En outre, la guerre avait légitimé à chaud ces choix : mon père a été *vraiment* résistant. Je n'ai pas d'abord perçu la rareté relative de cet engagement, car lui-même, par modestie mais aussi en suivant l'esprit du temps, proposait une image que nous savons aujourd'hui enjolivée des attitudes de la société française de l'époque. Il n'empêche que cela a donné à l'éducation que j'ai reçue une grande sérénité humaniste dans le rapport aux autres «peuples» : pas de nationalisme, pas de laisser-aller à une xénophobie anti-allemande. Cette sécurité avait sans doute aussi ses défauts : elle engendrait une tranquillité morale et une assurance intellectuelle qui nous a conduits, eux et moi, vers une grave complaisance vis-à-vis de causes tout aussi dangereuses.

Mais elle m'a offert au moins l'avantage, je pourrais dire le privilège, de m'éloigner de toute logique communautaire. Il est vrai que les juifs *séfarades* (originaires de la péninsule Ibérique), même demeurés hispanophones, ont développé un habitus communautaire faible, qui s'est atténué ou effacé au contact de sociétés qui valorisaient l'intégration. C'est le cas en France, où l'on voit assez nettement la différence avec les *ashkénazes* (originaires d'Europe centrale et orientale), qui disposaient d'un appareil communautaire plus structuré, et surtout avec les juifs «*orientaux*» (originaires du monde arabo-musulman), parfois appelés à tort «*séfarades*», et qui restent encore aujourd'hui porteurs d'attitudes communautaires caractéristiques des sociétés dont ils sont issus. Les antécédents étaient donc favorables, mais la rupture accomplie par mes parents n'en est pas moins essentielle, plus marquée que pour beaucoup de personnes de leur génération. Je n'ai fait de ce point de vue que prolonger leur démarche en refusant tout enrôlement dans une quelconque judéité, que certains éléments de mon entourage tentaient, sous couvert de définitions contradictoires, de me faire avaler de force. J'ai sans hésitation répondu non, puisque tel était *mon* choix d'athée, de Français et de citoyen du monde, beaucoup plus attiré, s'il fallait choisir, par le mythe de la Pentecôte que par celui du «peuple élu». J'ai pu ensuite appliquer la

méthode à d'autres communautés, affirmant, parfois avec rudesse, la supériorité du groupe choisi sur le groupe imposé, dans la famille, les colonies de vacances, les «collectifs de travail» ou les partis politiques.

J'ai ainsi eu la chance d'être préparé à un cosmopolitisme qu'on pourrait qualifier de troisième type : ni celui des colonisés ou des bannis, qui souffrent d'un pays perdu, ni celui des apatrides qui souffrent d'un pays désiré. Un cosmopolitisme post-nationaliste, qui voit la nation comme un repère parmi d'autres, relatif.

Ce monde n'était donc pas menaçant, mais empli de connaissances et de beautés, d'humanité. Il pouvait entrer dans la maison, par ses habitants reçus ou rencontrés, mais aussi par ses problèmes. Ce *cosmos* était une *cité* : l'on y faisait de la politique ou, si l'on n'en faisait pas, l'on aurait dû. La radio ou les journaux déversaient leur flot quotidien de surprises, immédiatement réinterprétées selon une grille d'analyse robuste : le monde n'allait pas toujours dans le sens souhaité, mais on aurait pu dire dans chaque situation ce qu'elle aurait pu être. Certaines nouvelles étaient bonnes et gratifiaient la journée d'une petite dose d'euphorie, d'autres, mauvaises, suscitaient l'indignation. Tout était intéressant, tout appelait l'action, et en prendre conscience était déjà agir. Je me suis senti, le matin en pyjama, en buvant mon chocolat avant de partir à l'école, comme un citoyen à part entière d'un monde intelligible. Je me souviens assez bien des événements de Suez en 1956 (j'avais quatre ans) : c'était inquiétant (l'essence risquait de manquer), c'était angoissant (la guerre était dans l'air), mais c'était aussi et d'abord un *événement*, une nouveauté formidable dont j'étais, moi comme les autres, partie prenante.

Le monde comme demeure, la politique comme genre de vie... Plus tard, j'ai pu être étonné de voir mes collègues géographes en situation de malaise vis-à-vis de la politique. Membre ou non d'un parti, agité ou contemplatif, plutôt satisfait ou plutôt mécontent des évolutions en cours, je me suis toujours senti à l'aise avec l'idée, qui est pourtant aussi un mythe, que j'étais actif, que j'étais, d'une manière ou d'une autre, un citoyen. Concrètement, outre un plaisir sans cesse renouvelé à lire les journaux, cela s'est traduit par un scepticisme envers les conceptions conspiratoires ou paranoïaques de la marche du monde, envers celles qui réduisaient la politique à des institutions omnipotentes, des personnages tireurs de ficelles, une mise en scène déjà écrite. Cela a signifié aussi pour moi, profondément, et bien que je n'aie pas su, dans un premier temps, résister à la contagion du style militant, qu'il ne fallait pas mélanger les genres. Lorsque je polémique au nom du marxisme avec d'autres géographes, je m'employais au moins à distinguer les dispositions politiques des chercheurs et la recherche elle-même; j'étais surpris que, lorsque le problème dépassait les limites nationales, on s'en remît à la géographie, comme à un recours, à une *médecine du social* : je savais que le champ de la politique, c'était, par définition, la Terre entière. J'étais irrité qu'on pût attribuer à la géographie une mission politique directe : je pensais que la politique et la géographie étaient deux astres, brillants tous deux, mais chacun sur sa propre orbite, chacun occupé à ses propres révolutions.

...ET LE BEL AUJOURD'HUI

Dès mes premières années, le présent était en somme, je l'ai dit, une esthétique dont chaque touche nouvelle accréditait l'idée d'un «art cinétique» improvisé. Mais il y a eu aussi l'esthétique comme présent. Cela a commencé dès les années 1960 avec les films de Jean-Luc Godard vus en famille et âprement discutés ensuite. Puis la lente appropriation, en suivant le laborieux cheminement des programmes du lycée, de l'histoire de la musique et de la littérature, et en continuant sur la lancée vers ceux dont l'école ne nous parlait pas ou peu, jusqu'à ceux qui inventaient, maintenant : Iannis Xénakis ou Krzysztof Penderecki que je découvrirai, un peu par hasard; Nathalie Sarraute ou Alain Robbe-Grillet, dont *Les gommages* étaient un classique familial, relayaient Jean-Paul Sartre, Albert Camus et Roger Vailland, déjà classiques mais encore contemporains. Le théâtre commença tôt et je pus encore voir Jean Vilar jouer du Brecht au TNP⁷; c'était peut-être là, à Chaillot ou dans les salles de banlieue, que je ressentais le plus l'innovation en action. Cela fut encore renforcé par la fréquentation de l'IRCAM⁸, des spectacles de danse contemporaine, des mises en scène iconoclastes d'opéra et des musées d'art moderne.

Tout cela semble on ne peut plus courant, banal? Beaucoup de nos contemporains adoptent une pratique patrimoniale de la consommation esthétique : n'est légitime que ce qui est «classique», à l'exception de variétés de toute sorte. J'avais l'avantage, grâce aux choix de mes parents, d'aborder les consommations culturelles sans ce handicap – mais je ne suis heureusement pas le seul dans ce cas ! S'ajoutait à cela, venant du politique, la généralisation de l'idée d'«avant-garde», d'abord au domaine esthétique puis à toute création. J'ai vécu, je vis dans un univers mental où le degré d'innovation constitue un principe fondamental de séparation et, disons-le, de distinction des pratiques sociales. Si la répétition l'emporte sur l'invention, c'est pour moi une catastrophe artistique, mais aussi scientifique et peut-être même éthique. Créer, c'est une joie personnelle et une chance sociologique; c'est aussi une sorte de contrainte, de contrat implicite signé avec les autres membres de la société. Celle-ci souffre d'être embourbée dans ses images anciennes qui la tirent en arrière et son mouvement en est freiné; celui qui le peut doit en proposer de nouvelles. Il ne s'agit pas bien sûr d'exalter le «nouveau à tout prix», c'est-à-dire les fausses nouveautés qui ne sont que clinquant badigeon sur l'ancien, modes cycliques, hommage du vice de la fantaisie à la vertu du classique. Mais il y a les vraies novations, celles qui ne nous flattent pas mais nous dérangent et changent notre regard, nous forcent à voir des réalités inédites et inouïes de nous-mêmes et du monde. Comment accepter dans ces conditions que certains se croient autorisés par leur âge, leur fonction ou d'autres intérêts, à se délier de l'obligation d'inventer?

NOTES

- ¹ Ce texte s'inspire de certains passages du livre *Égogéographies*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- ² Le lycée Lakanal se trouve à Sceaux, dans la banlieue sud de Paris, le lycée Henri-IV dans le Quartier latin.

-
- 3 Nom populaire de l'Institut d'études politiques de Paris, autrefois École libre de sciences politiques.
 - 4 Concours de recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire. En géographie, en histoire, en philosophie et en lettres, ce concours est considéré par certains comme un passage obligé pour accéder à l'enseignement supérieur et à la recherche.
 - 5 Voir *Égogéographies*, *op. cit.*, pp. 79-93.
 - 6 Hypokhâgne et Khâgne : noms populaires des classes préparatoires «littéraires» aux concours d'entrée aux Écoles normales supérieures.
 - 7 Créé par Jean Vilar, le Théâtre national populaire était alors installé à Paris, au palais de Chaillot.
 - 8 L'Institut de recherche et de création acoustique et musicale est dirigé depuis sa création par Pierre Boulez.